

69. LA PENSÉE POLITIQUE A VERVIERS EN 1830 **D'APRÈS LE JOURNAL DE VERVIERS**

La « Journée de l'Histoire » organisée conjointement par la SVAH et les sociétés d'histoire de Herve et de Spa à la fin de l'automne 2008 était consacrée aux événements révolutionnaires de 1830. J'y avais fait une intervention à la demande de feu Jacques Wynants. Elle n'avait pas pu être reprise dans mon recueil d'articles « Trente ans aux fourneaux de Clio », déjà sous presse à ce moment et n'avait pas encore été mise en ligne sur mon site web avant que j'en retrouve le texte en juin 2021.

Un journal d'il y a 175 ans n'a pas grand-chose à voir avec un quotidien d'aujourd'hui. Petit format, quatre pages, deux colonnes, textes serrés, aucune illustration: voilà le *Journal de Verviers* tel qu'il se présente en 1830, tel qu'il est d'ailleurs conservé aux Archives communales.

Une illustration de cette époque, exactement en fait de 1846 mais en quinze ans la mode n'avait pas complètement basculé, montre un couple de bourgeois verviétois habillé au dernier cri avec des vêtements venant des meilleures maisons locales. Ce dessin est exceptionnel car c'est la première illustration que j'ai trouvée dans un journal local, presque trente ans après l'apparition de la presse à Verviers en 1818.

Trois autres points fondamentaux doivent encore être soulignés. D'abord, le *Journal de Verviers* est le seul journal local jusqu'à la création en 1834 du *Nouvelliste*, ancêtre du *Courrier du Soir* qui survit aujourd'hui dans *Le Jour*. Ensuite, ce *Journal de Verviers*, qui paraît dans un régime où il n'y a pas alors de liberté de presse il faut aussi le rappeler, a un très faible tirage, 75 exemplaires au milieu des années 1820, environ 150 en 1830, entre 2 et 300 dans les premières années de l'indépendance. Enfin, ce *Journal* a également un très faible personnel, en fait un seul rédacteur principal qui en est aussi l'éditeur et imprimeur d'une part, et d'autre part un correcteur qui depuis 1825 est un jeune instituteur de 23 ans, Gilles Nautet, qui s'établira plus tard éditeur et dont le gendre créera le journal *Le Jour* en 1894.

Quand Nautet entre au *Journal* en 1825, celui-ci vient d'être repris par un jeune libraire, Mathieu Beaufays, qui à partir de 1827 commence à donner au journal, jusque là totalement insipide, un ton très critique à l'égard de la façon dont la ville est dirigée par le bourgmestre Jean-Toussaint Rutten, qui avait alors plus de 60 ans et était en place depuis 1808. Or jusque là Rutten avait toujours très étroitement censuré le journal.

Le ton nouveau du quotidien va fortement déranger les notables verviétois qui vont d'ailleurs tenter en juillet 1828, à l'initiative d'Iwan Simonis, le patriarche de la maison du même nom, de créer un journal concurrent. Toutes les personnalités influentes de la ville sont contactées, notamment le notaire Pierre Lys et bien sûr le richissime Raymond Biolley qui verse à lui seul la moitié des fonds pour créer ce journal mais ceux-ci seront insuffisants et le projet ne verra pas le jour. Un projet auquel l'ancien maire avant Rutten et futur bourgmestre de 1830, Pierre David, avait d'ailleurs refusé de s'associer.

Deux mois plus tard, il y a bien une nouvelle équipe qui prend en main le *Journal* à partir de septembre 1828, mais c'est pour lui donner un ton encore plus libéral, encore plus critique, et encore plus politique puisque désormais c'est surtout à la politique du gouvernement hollandais qu'il va s'en prendre, en s'attaquant en décembre 1828 à un nouveau projet de loi sur la presse (qui aboutira d'ailleurs à un peu plus de liberté pour celle-ci suite aux réactions contre le projet initial), en organisant des pétitions en 1829, en critiquant en 1830 un retour en

arrière en matière de liberté de presse, bref en se situant ouvertement dans le rang de l'opposition au régime, ce qui vaudra aux rédacteurs du journal des poursuites judiciaires que la Révolution rendra caduques.

Ces rédacteurs courageux sont au nombre de quatre. Trois d'entre-eux ont à peine la trentaine, ce sont Eugène Coumont, le propriétaire du journal, François Mullendorf (un libraire dont le fils Eugène sera bourgmestre de 1891 à 1920) et un fabricant, François-Joseph Lardinois, qui sera membre du Congrès national en 1830 puis député. Le quatrième mousquetaire est plus âgé, il a 50 ans et il est d'abord et surtout un botaniste renommé, c'est le docteur Alexandre-Simon Lejeune.

Ces quatre hommes ont vraiment fait du *Journal de Verviers*, dans les deux ans qui ont précédé la Révolution, un vrai journal d'opinion et d'opposition, de tendance libérale, qui a certainement préparé les esprits de la classe la plus aisée - je rappelle qu'il a moins de 200 acheteurs - aux changements révolutionnaires de 1830.

A cet égard, ces même rédacteurs vont prendre très vite une position très claire en faveur du rattachement de la Belgique à la France. C'est ce qu'on a appelé alors le « parti français » qui fut particulièrement précoce, important et durable dans notre région, au point qu'on même dire qu'il caractérise Verviers en 1830 et 1831.

Dès la fin d'octobre 1830 donc, le *Journal* va publier une série d'articles où il développe les motifs et les avantages de l'opinion qu'il préconise. La base de son argumentation - par ailleurs aussi un peu « sentimentale » - est d'ordre économique: un Etat belge, dans ses limites restreintes, n'est pas viable; les industries, privées de débouchés, périliteront et la population souffrira. Le commerce étant « l'âme et le soutien d'un Etat », ses intérêts devraient être prioritaires. Or la France procurera, outre toutes les libertés désirées, des avantages inégalables pour le commerce et l'industrie. Le *Journal* est persuadé que quelle que soit la Constitution adoptée par le Congrès national, la Belgique n'aura guère le temps d'en jouir puisque son commerce et son industrie, « bases réelles de la stabilité d'un Etat, seront anéantis si la clique des accapareurs de place » persiste à tenter d'empêcher la réunion à la France, qu'il estime aussi être le seul moyen de protéger les libertés nouvellement conquises.

Cette thèse, c'est celle que le président de la Société patriotique de Verviers, l'économiste Georges Clermont, a développée dès le 23 octobre, deux mois après les événements de fin août au cours desquels on avait déjà agité le drapeau français.

Au début, le *Journal de Verviers* est presque isolé: nulle part ailleurs, le mouvement réunien n'a osé s'affirmer avec tant de force si tôt; les autres villes sont plus hésitantes, mais progressivement, le « parti français » gagnera du terrain dans le sud du pays, à Liège notamment. Quant au *Journal de Verviers*, il aura des paroles de plus en plus acerbes pour les partisans d'une Belgique indépendante; il les accuse de sacrifier l'intérêt public à une chimère dont ils seraient les seuls bénéficiaires, pouvant satisfaire leur soif d'emplois et d'honneurs.

En novembre 1830, la rédaction du journal verviétois est en parfaite intelligence avec les nouvelles autorités locales dirigées par Pierre David et avec les représentants verviétois au Congrès, et sa pétition au Congrès en faveur de la réunion à la France rencontre un succès indéniable à Verviers.

La campagne profrançaise se poursuit en 1831 avec autant d'ardeur; de fin avril à début juin

1831, le *Journal de Verviers* (comme toute la presse réunioniste wallonne) combattit l'élection de Léopold de Saxe-Cobourg comme roi des Belges. C'est au moment où l'adoption de Léopold semblait certaine qu'un journal liégeois développa un thème séparatiste; le *Journal de Verviers* (qui, semble-t-il, y avait songé dès octobre 1830) reprit aussitôt cette « heureuse » idée: Liège pourrait revendiquer son ancienne indépendance pour en disposer ensuite à sa guise. Mais le projet resta sans suite. Il en fut de même de celui du bourgmestre de Verviers Pierre David qui, en juin 1831, aurait envisagé très sérieusement de soulever les masses ouvrières en faveur de la France.

La nouvelle de l'élection de Léopold au trône de Belgique fut accueillie avec indignation et dépit par le *Journal de Verviers* qui persistait à croire la réunion à la France inévitable. En septembre 1831, il rappelle encore que « c'est pour la France et rien que pour la France que le pays *wallon* s'est soulevé », Et ce n'est que le 24 novembre, un mois après la visite du premier roi des Belges à Verviers, qu'il admet que la révolution est achevée: «révolution inutile et sans dignité », écrit-il alors. Enfin, en janvier 1832, la feuille publie une longue lettre ouverte au Roi pour redire, je cite, que « la fusion de la Belgique avec la France peut encore être longtemps retardée, mais nulle puissance humaine ne peut l'empêcher », L'auteur de l'article donne ensuite quelques conseils au souverain pour que sa « royauté d'intérim » soit bénéfique.

Et en mars et en juillet 1832 (près de deux ans après la révolution !), le journal trouvera encore l'occasion de se dire toujours convaincu de l'inéluctabilité de la réunion. Ce furent les dernières manifestations de cet esprit réunioniste qui l'avait caractérisé si longtemps. Je conclus en signalant qu'en 1835, malgré cette campagne francophile, Coumont, Mullendorf, Lejeune et Lardinois seront tous les quatre décorés de la Croix de fer en hommage aux combattants de 1830, et ce (dans le cas des trois premiers) pour leur rôle au sein du *Journal de Verviers* juste avant la Révolution.